

## Révolte des jeunes : la police

Ceux qui n'y habitent pas ne le voient pas : c'est sans arrêt qu'il y a des contrôles de police dans les cités et les quartiers, où se trouvent de nombreux jeunes dont les familles sont d'origine immigrée. 14 millions de contrôles d'identité ont lieu chaque année. En bas des immeubles, dans les cités, le même jeune peut être contrôlé jusque 6 fois dans la même journée.

Les contrôles d'identité visent beaucoup les jeunes. Menés en bas de leur immeuble, choisis selon leur visage, répétés sans aucune raison, ils créent un stress : on doit justifier et rejustifier le droit d'être là. Cela devient insupportable. Comme si être arabe ou noir doit rendre automatiquement suspect de délinquance.

C'est vrai, en prison, les étrangers sont en proportion plus nombreux que les français. Et nombreux sont les Français avec une tête qui indique une origine immigrée. Mais c'est que les délits sont plus nombreux parmi ceux qui n'ont pas de travail. Et c'est aussi le résultat du choix de la police lors de ses contrôles. Un Maghrébin ou un Noir a six fois plus de chances d'être contrôlé qu'un Blanc.

S'ils ne les ont pas subis eux-mêmes, les jeunes ont entendu parler des coups, des insultes, des intimidations venant de policiers. Une peur s'installe, voulue par le gouvernement. C'est cette peur qui, en 2005, a mené à la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré à Clichy-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis. Ils ont 15 et 17 ans et reviennent juste du stade où ils faisaient du foot. Ils se sauvent quand ils voient la police, et sont électrocutés dans un poste de transformation. Ils avaient juste peur. Ils n'ont jamais fait d'infraction, et aucun cambriolage n'était signalé.

A ce qui est vécu comme un harcèlement de la police, certains jeunes répliquent par des caillassages des voitures de police. Les policiers répondent en portant plainte pour « outrage » ou « rébellion ». Au point que les habitants du quartier finissent par se sentir eux aussi contre la police, et n'ont pas envie de l'aider lorsqu'elle cherche de vrais délinquants.

Toutes les révoltes de jeunes, dans telle ou

telle ville dans les années 1990, ou au niveau de tout le pays comme en 2005 (21 jours) et en 2023 (7 jours), toutes ont suivi une action de la police : la police avait fait une victime, victime dans laquelle les jeunes se reconnaissent : « Cela aurait pu nous arriver ».

Mais pourquoi ces contrôles, qui peuvent finir en explosion de violence ? C'est une longue histoire. Elle remonte aux années 1954 à 1962 : la Guerre d'indépendance de l'Algérie. Il y a alors 230 000 travailleurs immigrés algériens en France, que les patrons ont été chercher pour les exploiter ici. Ils vivent dans des grands ensembles de banlieue, des quartiers pauvres, des bidonvilles. Ils sont alors vus comme des suspects ; la police pourchasse les militants. Elle boucle un quartier entier, et elle procède à des contrôles d'identité, avec des coups, avec fouille des affaires et du corps. L'idée est de soumettre chaque Algérien, que tous obéissent à la police.

Quelques années plus tard, débute la crise des années 1974/1975 : deux millions d'emplois dans l'industrie vont être supprimés. Les jeunes les moins favorisés, les moins qualifiés, ceux qui proviennent de l'immigration, vont alors rester au chômage, à perdre leurs journées au pied des tours. Et c'est là que revient la vieille habitude policière : le contrôle d'identité. Le policier de service n'en sait plus rien, mais c'est encore un héritage de la colonisation qui le fait agir aujourd'hui, sous les ordres de ses chefs.

Certains proposent de faire une police différente, « de proximité ». Mais c'est une blague. Tant qu'il y aura une partie de la population soumise à une vie rabaisée par rapport aux autres, il y aura des raisons de se révolter. Et il y aura une peur de cette révolte pour ceux qui nous dirigent. Ils ont donc besoin d'une force, la police, à laquelle ils donnent le droit d'utiliser la violence, pour maintenir l'ordre : un ordre injuste.

24/9/2023

L'Ouvrier n° 389

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER  
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

pour recevoir chaque parution, découvrir d'autres numéros, nous aider :  
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX

Notre site internet : [louvrier.org](http://louvrier.org)